

La mobilisation gagne du terrain

Alors que l'État a confirmé cet été son projet de vendre le parc de la Poudrerie, la mobilisation citoyenne prend de l'ampleur pour la sauvegarde de cet espace naturel d'exception.

Publié le 30/09/2016



▲ Les amoureux du parc sont venus nombreux défendre le site © Serge Barthe - Mairie de Tremblay en France

Dimanche 18 septembre 2016 fut une grande journée de mobilisation pour le parc de la Poudrerie... Elle a débuté, le matin, par une prise de paroles d'élus. Le député-maire de Tremblay François Asensi était présent aux côtés du président du Conseil départemental, Stéphane Troussel, des maires du secteur et des parlementaires pour réaffirmer leur refus de toute fermeture du parc au 1er janvier 2017.

Ils ont ensuite exprimé leur volonté de préserver cet espace naturel d'exception dans un département populaire : « *Nous avons fait de l'avenir du parc de la Poudrerie une question prioritaire pour notre territoire.* » Un site historique, d'envergure métropolitaine, fréquenté par plus d'un million de visiteurs chaque année et très prisé des promeneurs, sportifs et familles des villes alentours.

Dissiper le flou

Le président du Conseil départemental a lui annoncé qu'il maintiendrait sa subvention annuelle, insistant sur le désengagement de l'État qui a confirmé cet été son projet de vendre le parc. Il a aussi souhaité que la région Île-de-France n'attende pas la réponse de l'État pour poursuivre son engagement financier après 2016.

Dans l'après-midi, les élus, associations et habitants, sont venus nombreux assister à un spectacle chorégraphique dans le cadre de « *3D Danse Dedans Dehors* » programmé par le théâtre Aragon. L'occasion pour François Asensi de rappeler le contexte de ce rassemblement citoyen et artistique :

« *Au regard des menaces qui pèsent sur le maintien de l'ouverture du parc au public, quelques mois seulement après la COP21, cette représentation unique mêlant danse et volumes en mouvement en plein coeur du parc prend cette année une résonance particulière.* »

Ne pas baisser la garde

Si la mobilisation citoyenne et des élus a déjà permis d'obtenir le maintien de la subvention pour cette année, l'État n'a en

revanche proposé aucune solution pour garantir l'ouverture du parc au public en 2017 ou sur le financement de la rénovation des bâtiments.

Fin septembre 2016, on apprenait néanmoins, par un conseiller du ministère de tutelle, que l'État s'engagerait à dépolluer les sols dont il est propriétaire. Une décision de dernière minute qui aura pour effet de mobiliser encore plus les élus et habitants qui veulent sauver le parc.

Prochaine étape : dans les semaines à venir, François Asensi, accompagné d'une délégation d'habitants, remettra à la ministre Ségolène Royal les quelque 20 000 signatures de la pétition au ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. À suivre...

Auteur : Pierre Grivot

 [RETOUR À LA LISTE](#)

MAIRIE DE TREMBLAY-EN-FRANCE

18 boulevard de l'Hôtel de Ville
93290 Tremblay-en-France

01 49 63 71 35